

## **Violences, racisme et mensonges de Rosarno à Bari**

### **Migreurop publie un rapport suite à la mission d'observation réalisée le 15 janvier 2010**

A la suite des graves événements qui se sont déroulés les 7 et 8 janvier 2010 à Rosarno (sud de l'Italie), où des travailleurs migrants ont été victimes de violences et d'agressions racistes, et dans le cadre de sa campagne « Pour un droit de Regard dans les lieux d'enfermement », Migreurop a organisé une mission internationale d'observation, le vendredi 15 janvier 2010. Cette mission a permis de se rendre dans le Centre d'Identification et Expulsion (CIE) ainsi que le centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CARA) de Bari.

La délégation était composée de trois parlementaires européens: Isabelle Durant (Europe Ecologie au Parlement Européen - Belgique), Hélène Flautre (Europe Ecologie au Parlement Européen - France) et Rui Tavares (Bloque Uni de Gauche au Parlement Européen – Portugal); d'un député italien: Maurizio Turco (Radicali) et de trois associations européennes membres de Migreurop: ARCI (Italie), Statewatch (Italie) et le CIRÉ (Belgique).

Les députés européens présents à la mission ont organisé une conférence de presse au Parlement Européen de Strasbourg le mardi 19 janvier à 14h30 sur l'alarmante situation des migrants en Italie.

Les témoignages recueillis lors de cette mission font état de graves conditions d'exploitation dans les activités agricoles où les travailleurs subsahariens étaient employés. Ils font également état de violations des droits qu'ils ont subies concernant principalement, outre les conditions de travail, les conditions inhumaines et dégradantes dans lesquelles ils étaient logés et la situation de ségrégation à laquelle ils étaient confrontés. Au regard de ces constatations, ils ressort que loin d'être responsables, les migrants de Rosarno sont des victimes qui nécessitent d'être protégées.

La mission a relevé qu'aux violences subies se sont ajoutés les mensonges du gouvernement italien : alors que le ministre de l'Intérieur a prétendu que les migrants blessés avaient obtenu le statut de protection humanitaire, la délégation a recueilli plusieurs témoignages selon lesquels un blessé serait actuellement enfermé dans le CIE en vue d'une procédure d'expulsion. De même, l'évacuation par les forces de l'ordre des migrants de Rosarno, qui leur a été présentée comme une mesure de protection contre la vindicte de la population autochtone, s'est révélée être une rafle pour ceux qui ne possédaient pas de titre de séjour. Ceux-ci ont été conduits en camp de détention en attendant leur expulsion.

Ce qui c'est passé n'est pas un hasard, la responsabilité est du gouvernement qui incite au racisme et à la violence avec la législation et les déclarations de certains représentants, mais fini pour être complètement absent là où les conflits se produisent. Ce qui s'est passé est le produit de deux facteurs : la criminalisation des migrants et l'absence de l'Etat là où à gouverner est la loi de la mafia.

Migreurop recommande que les travailleurs migrants de Rosarno détenus à l'heure actuelle bénéficient d'une protection spécifique en tant que victimes d'exploitation humaine et économique. Nous demandons également que des investigations complémentaires soient menées sur les événements de Rosarno. Il faut analyser les processus politiques et économiques qui conduisent à placer en situation de quasi-esclavage et de soumettre à des

conditions infra-humaines les ressortissants originaires d'Afrique qui sont employés dans les exploitations agricoles du Sud de l'Italie et d'ailleurs en Europe.

**CONTACT PRESSE**

**ARCI** : Livia Cantore [cantore@arci.it](mailto:cantore@arci.it) - 340.6070902  
Alessandra Capodanno [capodanno@arci.it](mailto:capodanno@arci.it) – 3403006449

**CIRE** : CIRÉ (Belgique) - Rix Depasse : +32 486 526 098

Secrétariat internationale de **Migreurop** : + 33 1 53 27 87 81 / 01 43 14 84 81